

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

(ROB) 2026

Alors que s'achève un mandat marqué par des crises répétées et par une tension accrue sur les ressources des collectivités, le présent rapport d'orientations budgétaires met en lumière la solidité et la capacité d'adaptation de notre Ville, guidée par une gestion anticipative et responsable.

Dans un contexte toujours instable, les collectivités locales sont confrontées à de nouvelles incertitudes, tant sur le plan politique qu'économique, au moment d'élaborer leurs budgets.

Depuis plus de dix ans, et en dépit du principe constitutionnel garantissant l'autonomie financière des collectivités territoriales, l'État a progressivement renforcé les contraintes pesant sur la dépense publique. Le futur projet de loi de finances pour 2026 s'inscrira nécessairement dans cette dynamique, imposant un cadre budgétaire exigeant qui appelle à une attention particulière. Nos équilibres financiers devront, une fois encore, faire preuve de résilience.

Le mandat actuel s'est déroulé dans un environnement particulièrement contraint, marqué par des crises successives : urgence sanitaire, fragilités économiques, tensions internationales, hausse durable des prix, crise énergétique, effets du changement climatique et fortes pressions sur le marché immobilier. Dans ce contexte exigeant, nous continuons néanmoins à déployer les engagements pris auprès de la population. Les orientations budgétaires retenues pour 2026 s'inscrivent dans une démarche responsable et équilibrée, visant principalement à achever les projets déjà engagés.

Le budget primitif pour 2026 sera élaboré dans un cadre marqué par la prudence et l'adaptabilité, afin de permettre les ajustements nécessaires en cours d'exercice au regard des évolutions du contexte national. Il portera des orientations claires, notamment en faveur d'investissements structurants, inscrits dans une vision de long terme. La collectivité continuera de placer la culture, l'éducation et le sport pour tous au cœur de son action, en les considérant comme des piliers essentiels de l'émancipation individuelle, de la cohésion sociale et de l'attractivité du territoire. Un soutien durable sera ainsi apporté à ces politiques publiques, avec pour objectif de garantir un accès équitable à l'ensemble des habitants et de renforcer le vivre-ensemble, à tous les âges de la vie.

Ces choix s'inscriront dans une gestion financière rigoureuse, attentive à la préservation de notre capacité d'autofinancement et à la maîtrise de l'endettement. La collectivité poursuivra enfin une politique fiscale stable et responsable, sans augmentation de la pression fiscale, fidèle à l'engagement tenu depuis plus de trente ans.

Dans les communes de 3500 habitants et plus, le vote du budget doit être précédé d'une formalité substantielle. Il s'agit du débat d'orientations budgétaires (DOB) qui s'appuie sur un rapport d'orientations budgétaires (ROB)

Le contenu, les modalités de publication et de transmission du rapport sont fixés aux articles L.1612-26,L.2312-1 et D.2312-3 du CGCT.

Aux termes de l'article L1612-26, le maire ou le président de l'assemblée délibérante présente à l'assemblée, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnels, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il fait l'objet d'une transmission au représentant de l'état dans le département, d'une publication et d'un débat à l'assemblée délibérante, dont il est pris acte par une délibération.

Il ressort tant des dispositions légales que jurisprudentielles, que le débat d'orientations budgétaires doit être organisé à l'intérieur d'un délai légal de 10 semaines précédant l'examen du budget, sans que sa tenue n'intervienne à une échéance trop proche du vote du budget primitif, et en tout état de cause pas le jour même du vote du budget.

- **Les Principales mesures de la loi de finance 2026 concernant les collectivités**

Le Gouvernement Lecornu II a déposé, le 14 octobre 2025, au bureau de l'Assemblée nationale, le projet de loi de finances pour 2026. Le texte retient une hypothèse de croissance de 1 % du PIB, jugée optimiste par le Haut Conseil des finances publiques. Il prévoit un déficit de -4,7 % du PIB, tout en conservant l'objectif d'un retour à un déficit inférieur à 3 % du PIB à horizon 2029. L'effort de maîtrise du déficit public demandé aux collectivités locales atteindrait environ 5 milliards d'euros, un chiffre contesté par l'Association des maires de France, qui l'estime à plus de 8 milliards.

Le Gouvernement souligne que les dépenses des collectivités ont ralenti en 2025 mais ont continué à augmenter plus vite que l'inflation (+2,2 %). Il entend donc freiner ces dépenses, qui représentent 20 % de la dépense publique, même si leur part dans le déficit et l'endettement reste faible. Toutes les mesures suivantes sont donc susceptibles d'évoluer au cours des prochaines semaines voir des prochains mois.

- **Gel de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et renforcement de la péréquation :**
- **Minoration des variables d'ajustement (DCRTP) :** Son extinction est prévue en 2029.
- **Revalorisation automatique des bases fiscales PLF :** l'indexation des valeurs locatives cadastrales devrait être de l'ordre de +1 %.
- **Diminution de la compensation des abattements sur les locaux industriels :** la compensation accordée sera réduite de 25 % par rapport aux dispositifs précédents.
- **Réforme du FCTVA et décalage de son versement pour les EPCI :** Depuis l'élaboration du ROB, le gouvernement a intégré un amendement de Philippe Juvin, rapporteur général du budget, qui confirme le maintien dans l'assiette du FCTVA des dépenses de fonctionnement liées à l'entretien des bâtiments publics, de la voirie et des réseaux, ainsi qu'à la fourniture de services informatiques, conformément à la position du Sénat.

En revanche, cet amendement supprime la disposition adoptée par le Sénat visant à rendre éligibles au FCTVA les dépenses effectuées dans le cadre d'opérations réalisées en régie, cette mesure étant jugée inapplicable.
- **Création du dispositif DILICO 2 (Dispositif de lissage Conjoncturel des recettes fiscales):** La loi de finances pour 2026 a créé le **DILICO 2** (Dispositif de Lissage Conjoncturel des Recettes Fiscales), visant à faire contribuer les collectivités territoriales au redressement des finances publiques par un prélèvement sur leurs recettes. La commune pourra récupérer tout ou partie des sommes prélevées si elle maîtrise l'évolution de ses dépenses réelles. A la suite du 49.3 les communes sont finalement exonérées de ce dispositif sous réserve de la décision du conseil constitutionnel, initialement prévu pour la commune hauteur de 125 000 €.
- **Augmentation du taux de cotisation employeur à la CNRACL :** le taux passe de 34,65 % à 37,65 % en 2026.
- Ce début de ROB met ainsi en perspective les contraintes nationales et leurs impacts directs sur notre collectivité, tout en rappelant les orientations municipales prioritaires et l'engagement de la Ville à poursuivre une gestion responsable et prudente.

SYNTHESE DES IMPACTS DE LA LOI DE FINANCES 2026 SUR LE BUDGET DE LA COMMUNE

L'ensemble des mesures prévues par la loi de finances 2026 devrait représenter un impact total de 622 737€ (si Dilico) ou 499 330 € (sans Dilico) sur le fonctionnement du Budget Principal, réparti entre une baisse des recettes et une augmentation des charges sur la période 2026-2029

| Recettes en moins | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Montant de l'écrêtement de la dotation forfaitaire | - 45 949 € | - 67 438 € | - 41 369 € | - 32 530 € | - 28 451 € |
| Suppression FCTVA de fonctionnement | | - 16 410 € | - 10 000 € | - 10 000 € | - 10 000 € |
| Baisse de la DC RTP | - 102 449 € | - 139 961 € | - 139 386 € | - 106 971 € | FIN de la DC RTP |
| Baisse des compensations (réduction des bases de foncier bâti des locaux industriels) | | 25% - 206 106€ | 29% -244 612 € | 33% - 286 056€ | 36 % -320 697 € |
| Baisse totale de recettes annuelle | - 148 398 € | - 429 915 € | - 435 367 € | - 435 557 € | -359 148 € |
| Baisse cumulée des recettes | - 148 398 € | -578 313 € | -1 013 680 € | -1 449 237 € | -1 808 385 € |

| Dépense en plus Avec DILICO | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Augmentation du taux employeurs CNRACL | 93 147 € | 69 415 € | 69 415 € | 69 415 € | 0 € |
| DILICO | 0 € | 123 407 € | 123 407 € | 123 407 € | 123 407 € |
| Total/ Augmentation des charges | 93 147 € | 192 822 € | 192 822 € | 192 822 € | 123 407 € |
| Augmentation cumulée des charges | 93 147 € | 285 969 € | 478 791€ | 671 613€ | 795 020€ |

Total cumulé avec DILICO

| | | | | | |
|--------------------------|--------------------|--------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| Soit un coût total de | -241 545 € | - 622 737 € | - 628 189 € | - 628 379 € | - 482 555 € |
| Soit total cumulé | - 241 545 € | - 864 282 € | - 1 492 471 € | - 2 120 850€ | - 2 603 405 € |

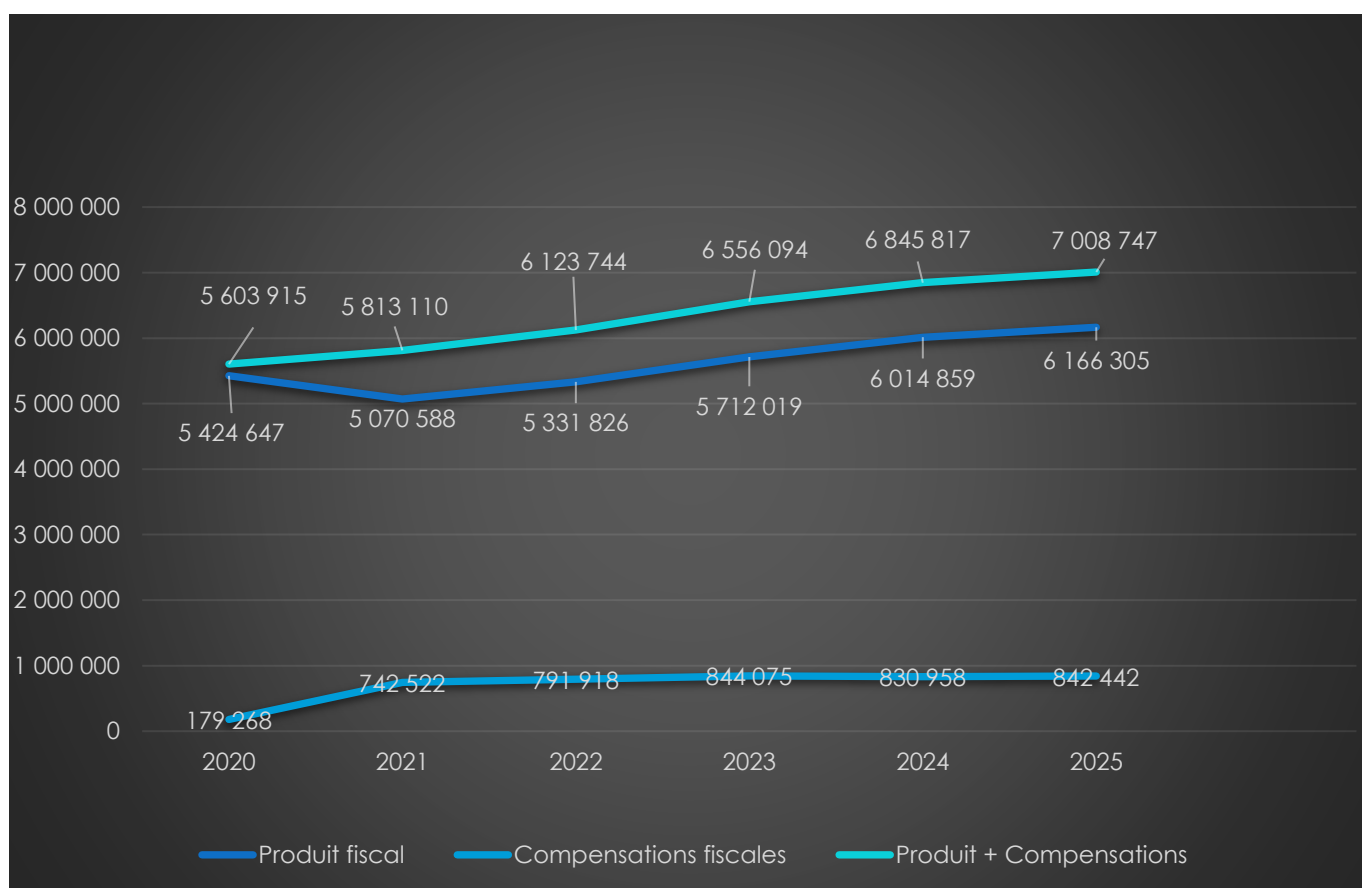
| Dépense en plus SANS LE DILICO | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Augmentation du taux employeurs CNRACL | 93 147 € | 69 415 € | 69 415 € | 69 415 € | 0 € |
| Total/ Augmentation des charges | 93 147 € | 69 415 € | 69 415 € | 69 415 € | 0 € |
| Augmentation cumulée des charges | 93 147 € | 162 562 € | 231 977 € | 301 392 € | 301 392 € |

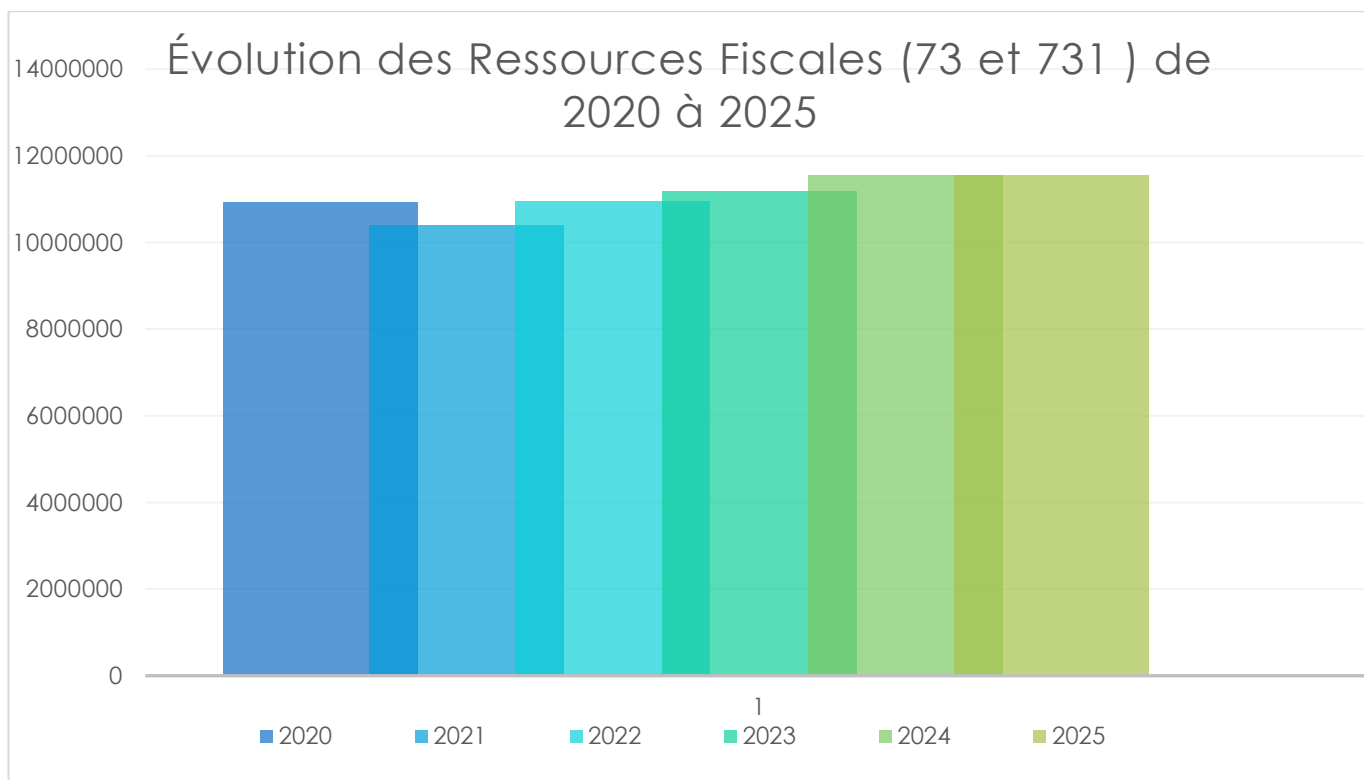
Total cumulé sans DILICO

| | | | | | |
|--------------------------|--------------------|--------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| Soit un coût total de | -241 545 € | - 499 330 € | - 504 782 € | - 504 972 € | - 359 148€ |
| Soit total cumulé | - 241 545 € | - 740 875 € | - 1 245 657 € | - 1 750 629€ | - 2 109 777 € |

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES ET COMPENSATIONS DE 2020-2025

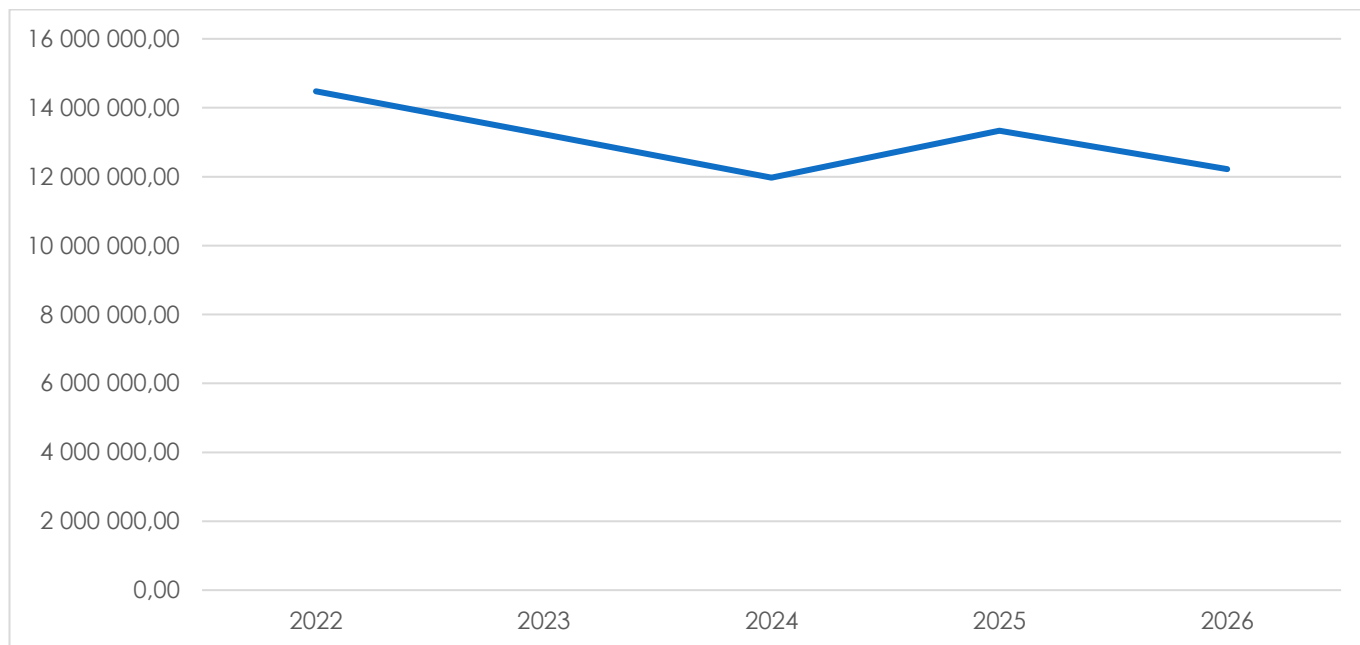
| Produits et compensations en € | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Produit fiscal | 5 424 647 | 5 070 588 | 5 331 826 | 5 712 019 | 6 014 859 | 6 166 305 |
| Compensations fiscales (FB et FNB) | 179 268 | 742 522 | 791 918 | 844 075 | 830 958 | 842 442 |
| Produit et compensations | 5 603 915 | 5 813 110 | 6 123 744 | 6 556 094 | 6 845 817 | 7 008 747 |





Pour 2026, les recettes fiscales sont estimées à 7 011 507 € dont 700 161 € de compensations fiscales sans augmentation des taux

La structure de la dette de 2022-2026 :



Ce graphique démontre que la collectivité n'est pas dans une spirale d'endettement, mais dans une trajectoire de désendettement organisée, compatible avec l'investissement.

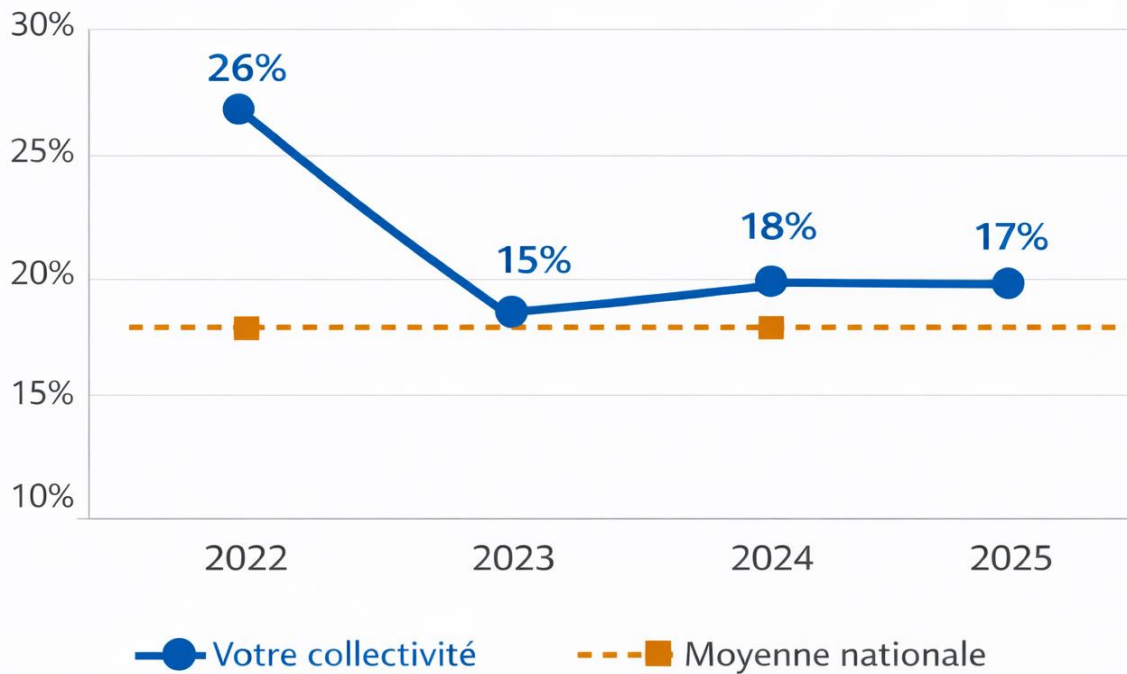
Les hausses ponctuelles (2022 et 2025) correspondent à des nouveaux emprunts ciblés pour le Groupe scolaire de Saint Laurent Sur Manoire, immédiatement suivis d'une reprise de la baisse.

Pour rappel Le montant de l'école 7 365 000€ avec 5 000 000 € d'emprunt.

La Chaine de l'Epargne 2022-2026

| € | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Produits de fct. courant | 16 180 653 | 16 126 369 | 16 757 481 | 16 395 073 | 15 890 000 |
| - Charges de fct. courant | 12 012 334 | 13 337 402 | 13 507 165 | 13 383 910 | 13 550 000 |
| = EXCEDENT BRUT COURANT (EBC) | 4 168 319 | 2 788 967 | 3 250 316 | 3 011 163 | 2 340 000 |
| + Solde exceptionnel large | 403 628 | - 4 178 | 5 468 | 29 838 | 91 440 |
| = Produits exceptionnels larges* | 413 537 | 5 991 | 9 022 | 50 262 | 91 440 |
| - Charges exceptionnelles larges* | 9 909 | 10 169 | 3 554 | 20 424 | 0 |
| = EPARGNE DE GESTION (EG) | 4 571 947 | 2 784 789 | 3 255 784 | 3 041 001 | 2 431 440 |
| - Intérêts | 259 255 | 250 510 | 248 448 | 254 384 | 278 221 |
| = EPARGNE BRUTE (EB) | 4 312 692 | 2 534 279 | 3 007 336 | 2 786 617 | 2 153 219 |
| - Capital | 1 160 733 | 1 252 051 | 1 256 206 | 1 137 173 | 1 114 192 |
| = EPARGNE NETTE (EN) | 3 151 959 | 1 282 228 | 1 751 130 | 1 649 444 | 1 039 027 |

Taux d'épargne brute



Détail de l'annuité de la dette 2022-2026

| Détail de l'annuité de la dette | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Capital | 1 160 734 | 1 250 272 | 1 256 206 | 1 137 173 | 1 114 192 |
| + Intérêts | 259 255 | 250 510 | 248 448 | 254 384 | 278 221 |
| = Annuité de dette totale | 1 419 989 | 1 500 782 | 1 504 654 | 1 391 557 | 1 392 413 |

Le Ratio 2022-2026

| Ratios | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Annuité de dette | 1 419 989 | 1 500 782 | 1 504 654 | 1 391 557 | 1 392 413 |
| / Produits de fonctionnement | 16 584 281 | 16 122 190 | 16 762 949 | 16 424 911 | 15 981 440 |
| = Annuité / Prod de fct | 8,5% | 9,3% | 8.97% | 8,4% | 8.7% |
| Annuité de dette | 1 419 989 | 1 500 782 | 1 504 654 | 1 391 557 | 1 392 413 |
| / Population | 11 078 | 11 090 | 11 044 | 10 963 | 11 105 |
| = Annuité / Habitant en € | 128,2 | 135,3 | 136,2 | 126,9 | 125.3 |

Encours et délai d'extinction de la dette : 2022-2026

Encours et délai d'extinction de la dette

| € | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Encours au 31.12 | 14 477 263 | 13 226 992 | 11 970 786 | 13 333 613 | 12 219 421 |
| / Epargne brute | 4 312 692 | 2 534 279 | 3 007 336 | 2 786 617 | 2 153 219 |
| = ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE | 3,3 | 5,2 | 4,0 | 4,8 | 5.6 |

L'**encours de la dette** au 31 décembre fluctue entre **11,97 M€ et 14,48 M€**, et le **ratio encours / épargne brute**, qui mesure le nombre d'années théoriques nécessaires pour rembourser la dette avec l'épargne, varie entre **3,0 et 5,6 ans**. Cette durée reste maîtrisée et montre que la commune dispose d'une **capacité suffisante pour rembourser ses emprunts dans un horizon raisonnable**.

L'encours de la dette au 1^{er} janvier 2026 est de 13 333 613.30 €.

Pour info :

- < 3 ans : endettement faible
- 3 à 6 ans : endettement maîtrisé
- 9 à 12 : endettement élevé
- Supérieur à 12 ans : surendettement

LES REALISATIONS D'INVESTISSEMENTS D'EQUIPEMENT DE LA COMMUNE EN 2025 POUR UN MONTANT DE 7.5M€

Opérations d'équipement

2025

| | |
|--|------------------|
| Dépenses hors dette | 7 444 982 |
| Fermeture de la halle Jules | 643 946 |
| Bâtiments Scolaires | 7 446 |
| Pratiques Libres /Gymnase L Dutard | 213 338 |
| Médiathèque | 349 |
| Pôle cirque Lamoura | 122 806 |
| Restructuration Groupe scolaire J Curie-Etudes | 49 198 |
| Aires de Jeux | 39 980 |
| Bâtiments Communaux (chaudière ste marie, Salle du Suchet etc..) | 293 250 |
| Groupe scolaire Atur-cour d'école | 250 753 |
| Eglise de Sainte-Marie | 110 086 |
| Ateliers Municipaux | 99 898 |
| Nouveau Groupe scolaire de Saint Laurent | 4 211 584 |
| Voies Communales | 1 148 962 |
| Espaces Verts | 164 372 |
| Cuisine Municipale- Etudes | 9 720 |
| Réfection court de tennis n°1 | 73 711 |
| Rénovation FRPA- Etudes | 5 582 |
| Autres fonds de concours et subventions : amélia, participations offices | 80 335 |
| Dépenses financières (cautions et parts sociales) | 3945 |
| Dépenses d'équipement | 7 529 262 |
| Financement de ces Investissements | 8 325 129 |
| EPARGNE NETTE | 1 649 444 |
| Ressources propres d'inv : | 2 161 181 |
| FCTVA | 1 279 990 |
| Produits des cessions | 273 240 |
| AC Investissement | 412 992 |
| Diverses RPI (TA + Déconsignation) | 194 959 |
| Fonds affectés (amendes, ...) | 20 801 |
| Subventions y compris DETR / fonds vert/Département | 1 993 703 |
| Emprunt | 2 500 000 |

BUDGET PRINCIPAL : CONTEXTE ET EVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Produits de fonctionnement en M€ | | | |
|-------------------------------------|-------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| CFU 2024 Hors écritures d'ordres | Budget 2025 | CFU 2025 Hors écritures d'ordres | Orientations Budgétaires 2026 |
| 16.76 | 17.65 | 16.39 | 17.00 |

| Charges de fonctionnement en M€ | | | |
|-------------------------------------|-------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| CFU 2024 Hors écritures d'ordres | Budget 2025 | CFU 2025 Hors écritures d'ordres | Orientations Budgétaires 2026 |
| 13.75 | 17.65 | 13.65 | 17.00 |

| Produits de fonctionnement hors produit de cessions – et opérations d'ordres Montant € | CFU 2024 | CFU 2025 | Evolution 2025/2024 |
|---|-------------------|-------------------|----------------------------|
| Impôts et taxes (73 sauf 731) | 4 922 501 | 4 922 451 | - / |
| Fiscalité locale (731) | 6 619 781 | 6 637 018 | + 0.26 % |
| Dotations et participations (74) | 3 286 707 | 3 002 064 | - 9.48% |
| Produits des services (70) | 860 460 | 802 579 | - 7.21% |
| Atténuation de charges (013) | 28 100 | 32 046 | + 12.31% |
| Produits de gestion (75) : | 1 039 932 | 998 916 | - 4.11% |
| Produits de fonctionnement courant | 16 757 481 | 16 395 074 | |
| Produits exceptionnels larges (77) et reprises /Provision | 9 022 | 50 261 | + 82.05 % |
| Total des produits de fonctionnement | 16 766 503 | 16 445 335 | |

| Montant des charges de fonctionnement € | CFU 2024 | CFU 2025 | Evolution 2025/2024 |
|--|-------------------|-------------------|----------------------------|
| Charges à caractère général (011) | 4 431 555 | 4 226 287 | -4.8% |
| Charges de personnel (012) | 6 687 317 | 6 844 882 | 2.3% |
| Autres charges de gestion courante (65) | 2 224 293 | 2 312 741 | 3.8% |
| Atténuations de produits (014) | 164 000 | 0 | -100 % |
| Charges fonctionnement courant | 13 507 165 | 13 383 910 | . |
| Charges exceptionnelles larges (67) : annulation de titres | 3 554 | 20 424 | + 82.6% |
| Charges fonctionnement hs intérêts | 13 510 719 | 13 404 334 | |
| Intérêts (66) | 248 448 | 254 384 | 2.3% |
| Charges de fonctionnement | 13 759 167 | 13 658 718 | |

L'exercice 2025 se caractérise par une baisse des produits de fonctionnement (-1.95%), -321 168 € plus rapide que celle des charges (-0.73%) : - 100 449 €. Malgré une gestion rigoureuse des dépenses, notamment sur les charges générales, la collectivité subit une dégradation progressive de ses ressources structurelles liées à la baisse des dotations et à la fin des dispositifs exceptionnels.

2026 : PROJET BUDGETAIRE ET PERSPECTIVES

| M€ | Orientations 2026 BP |
|---|-------------------------|
| 002 Excédent de fonctionnement reporté | 1.04 |
| 013 Atténuation de charges | 0.24 |
| 042 opérations d'ordres | 0.65 |
| 70 produits de services des domaines | 0.70 |
| 73-731 impôts et taxes | 11.40 |
| 74 Dotations et participations | 2.50 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 0.50 |
| Total | 17 |
| Charges à caractère général (011) | 4.50 |
| Charges de personnel (012) | 7.40 |
| Atténuations de produits (014) | 0.18 |
| Virement à la section d'investissement | 0.85 |
| Opérations d'ordres | 1.30 |
| Autres charges de gestion courante (65) | 2.46 |
| Charges financières (66) | 0.31 |
| Charges spécifiques (67) | 0.018 |
| Total | 17 |

L'exercice 2026 constitue une année charnière, à la fois budgétaire, institutionnelle et politique. Il s'inscrit dans une phase de transition entre deux cycles municipaux et dans un contexte national marqué par de fortes contraintes financières pesant sur les collectivités locales.

En raison des élections municipales de mars 2026, le budget sera conçu comme un budget de de continuité sans nouveau projet engageant la commune au-delà d'avril 2026. Il permettra ainsi d'assurer le fonctionnement normal de l'action publique, de respecter les engagements contractuels et de poursuivre les programmes d'investissement en cours.

Comme en 2025, le budget reste fortement contraint par les décisions de l'État, qui exercent une pression significative sur les recettes de fonctionnement. Parallèlement, les dépenses de

fonctionnement s'inscrivent dans une trajectoire haussière, sous l'effet cumulé de plusieurs facteurs structurels, notamment :

- l'évolution de la masse salariale, liée :
 - à la revalorisation du taux de cotisation CNRACL,
 - à l'augmentation des charges patronales des agents contractuels (vieillesse et hausse du taux IRCANTEC de +0,83 %),
 - à l'augmentation du temps de travail pour certains agents,
 - à la mise en place de l'IFSE pour les agents du CDG,
 - au renforcement des effectifs, notamment de la police municipale et des services dédiés au lien social et à l'enfance,
 - intégration des contrats aidés en contrats de ville.
 - Embauche de 4 apprentis

À ces éléments s'ajoutent :

- La mise en place de la participation employeur pour la mutuelle santé (agents ville et agents CDG) et adhésion au contrat de groupe à la prévoyance liée à une adhésion plus importante des agents,

Les dépenses de fonctionnement prévues pour 2026 s'élèvent à un montant total cohérent avec la trajectoire budgétaire de la collectivité et se répartissent comme suit :

- Charges à caractère général : 4,5 M€
- Masse salariale : 7,4 M€,
- Atténuations de produits : 180 000 €
- Charges de gestion courante : 2,4 M€
- Charges financières : 312 000 €

Cette répartition illustre la structure des dépenses de fonctionnement, avec une part importante de charges fixes, notamment la masse salariale, qui constitue le principal poste budgétaire.

Fiscalité et recettes fiscales 2026

Dans un contexte budgétaire contraint, la commune a choisi de maintenir les taux d'imposition en 2026, afin de ne pas augmenter la pression fiscale sur les contribuables.

Les taux communaux restent ainsi inchangés :

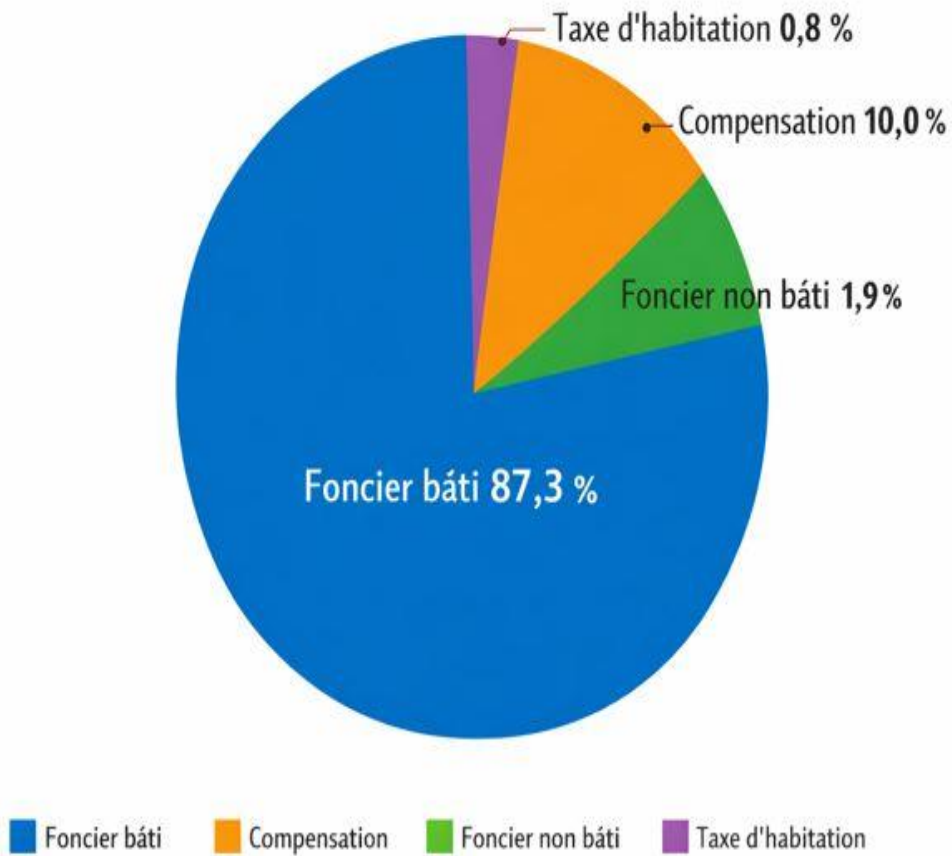
- Taxe d'habitation (TH) : 11,98 %
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 50,74 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 87,62 %

Sur la base de ces taux, le produit fiscal attendu pour 2026 s'établit à 6 311 346 €, réparti comme suit :

- Taxe d'habitation : 56 457 €
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 6 118 295 €
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 136 594 €

À ce montant s'ajouterait la compensation de l'État à hauteur de 700 161 €, portant le total des recettes fiscales à 7 011 507 € pour l'exercice 2026.

Répartition des produits fiscaux 2026 (7 011 507 €)



Estimation des autres recettes 2026 :

Les autres recettes de la commune se composent principalement de :

- Attribution du Grand Périgueux à 3 757 176 €
- FNGIR (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources) : 931 830 €
- DSC (Dotation de Solidarité Communautaire) : 99 021 €
- FPIC (Fonds de Péréquation des Intercommunalités et Communes) : 134 000 €
- Droits de mutation : 290 000 €
- Taxe sur l'électricité : 90 000 €
- DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) : 1 158 279 €

S'y ajoutent également les prestations familles, les loyers et les prestations de la CAF, qui contribuent au financement global de l'exercice 2026.

Malgré un excédent de fonctionnement prévu de 1 044 042 €, les recettes diminueraient de 406 000 € par rapport au CFU 2025 (17 355 811 €), en raison notamment :

- de la baisse de la DCRTP et de la DGF,
- de la fin du fonds de soutien aux activités périscolaires (TAP),
- de la réduction des prestations familles et des droits de mutation, taxe d'aménagement,
- de la quasi disparition des aides de l'état pour les contrats aidés

Les Principales évolutions des dépenses d'investissements 2026 :

Les dépenses d'investissement prévues en 2026 s'inscrivent dans une stratégie de modernisation des équipements publics déjà engagées.

Restructuration du groupe scolaire Joliot-Curie : Désignation du lauréat du concours restreint de maîtrise d'œuvre pour une mission intégrant des prestations de niveau « esquisse + » relatives à la rénovation du site (décembre 2025). Forfait provisoire de maîtrise d'œuvre estimé à 968 000 € HT

Restructuration et extension du FRPA Lou Cantou : Attribution du marché de maîtrise d'œuvre estimé à 394 058 € HT.

Reconstruction de la cuisine municipale : Procédure de concours en cours

Bâtiments communaux et Equipements Municipaux : (≈ 300 000 €) programmation de travaux d'entretien, de maintenance et d'achat d'équipements pour les services municipaux, afin de garantir la pérennité, la sécurité et la conformité réglementaire du patrimoine public

Travaux de voirie communale : (≈1 500 000 €) : Poursuite du programme d'entretien et d'amélioration du réseau communal.

Mise aux normes de sécurité et d'accessibilité de la passerelle de Lamoura (45 000 € HT) Travaux ciblés pour assurer l'accessibilité et la conformité de cette infrastructure importante du réseau piétonnier local.

Financement :

La commune maintient une politique d'investissement structurée autour de **priorités sociales, éducatives et d'amélioration du cadre de vie**, tout en intégrant des **exigences de performance énergétique, de durabilité et de confort des usagers**.

Pour chaque opération, la Ville a engagé des **sollicitations de subventions** auprès des partenaires institutionnels (État, Grand Périgueux, Région, etc.).

La politique de gestion des ressources humaines 2022-2025

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2024. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2024 transmises en 2025 par la collectivité au Centre de Gestion de la Dordogne.

LES EFFECTIFS SUR LES 4 DERNIERES ANNEES

31/12/2025 : 180 agents

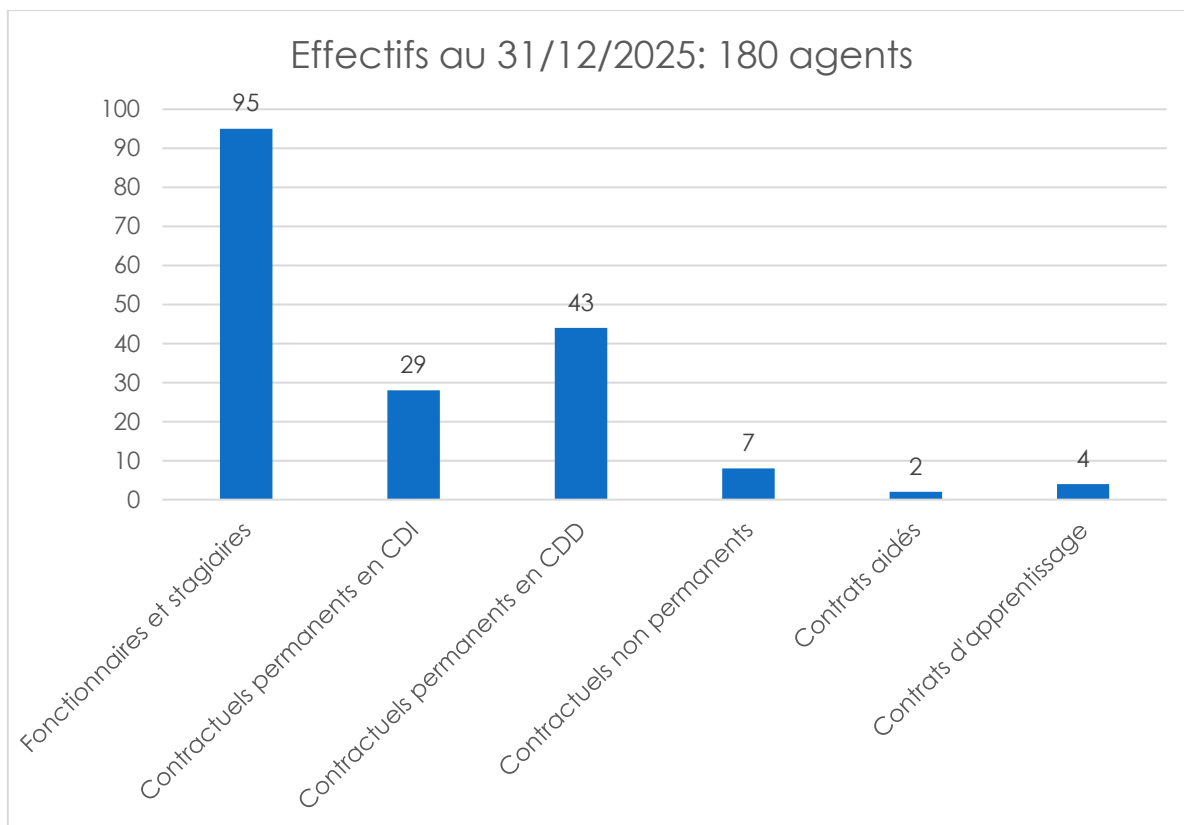
31/12/2024 : 181 agents

31/12/2023 : 183 agents

31/12/2022 : 175 agents

L'évolution des effectifs s'inscrit dans une trajectoire globalement maîtrisée. Après une phase de montée en charge liée à l'élargissement des missions, la collectivité s'oriente désormais vers une stabilisation des effectifs, cohérente avec les objectifs de soutenabilité budgétaire et de pilotage de la masse salariale.

En 2025, quatre agents ont été titularisés en CDI et onze agents, auparavant rattachés au CDG, ont intégré un CDD au sein de la collectivité et trois intégrations fonctionnaires.

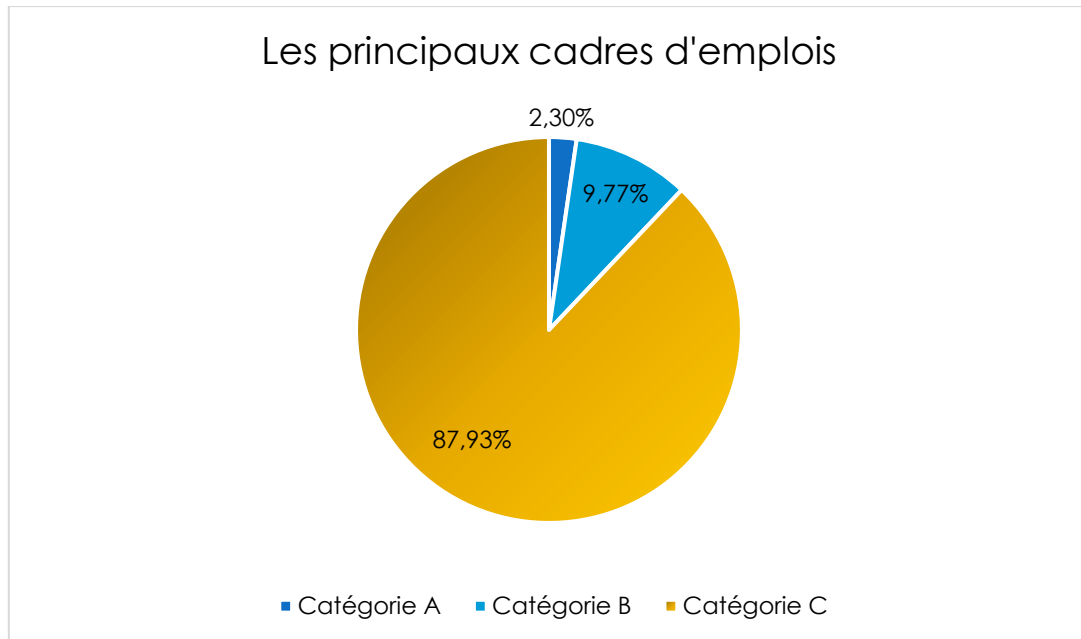


Au 31 décembre 2025, la collectivité compte **180 agents**. Les **fonctionnaires et stagiaires** constituent la majorité des effectifs avec **95 agents (52 %)**, traduisant une forte stabilité statutaire. Les **contractuels permanents** représentent une part significative de l'effectif (**72 agents, soit 40 %**), répartis entre **CDD (43)** et **CDI (29)**.

Les **contractuels non permanents**, les **apprentis** et les **contrats aidés** demeurent marginaux (**13 agents au total, soit 8 %**), ce qui confirme un recours limité aux emplois temporaires et aux dispositifs d'insertion.

Dans l'ensemble, la structure des effectifs repose majoritairement sur des emplois pérennes, garantissant la continuité du service public.

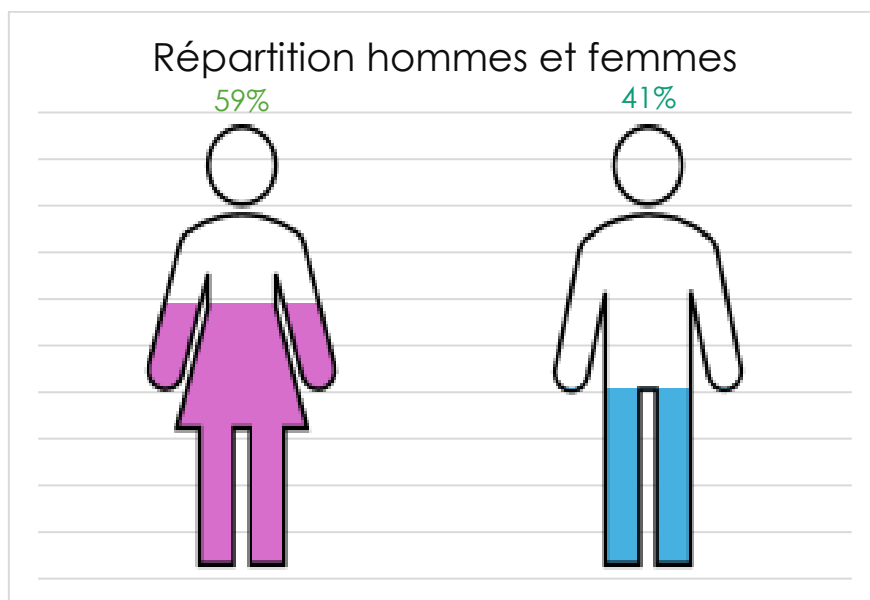
Les principaux cadres d'emplois



Les effectifs sont majoritairement composés d'agents de **catégorie C**, assurant principalement des missions d'exécution et de proximité. Les **catégories B et A** occupent des fonctions d'encadrement intermédiaire et stratégique. Cette répartition est conforme au profil des collectivités territoriales disposant de services opérationnels.

Répartition par genre

Effectifs au 31/12/2025 : 106 femmes et 74 hommes

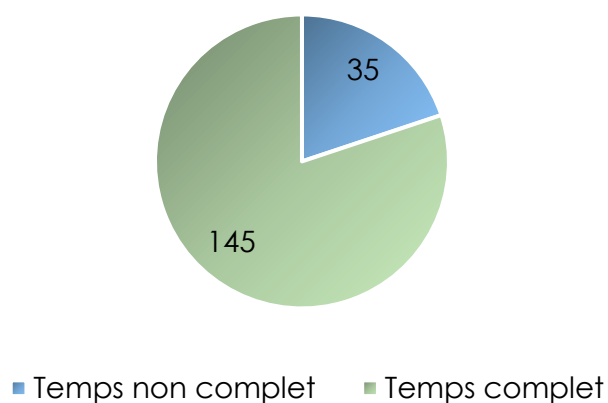


Au 31 décembre 2025, les effectifs de la collectivité sont composés de 59 % de femmes et 41 % d'hommes. Cette répartition s'inscrit dans la tendance observée au sein de la fonction publique territoriale, qui comptait en 2023 61 % de femmes et 39 % d'hommes.

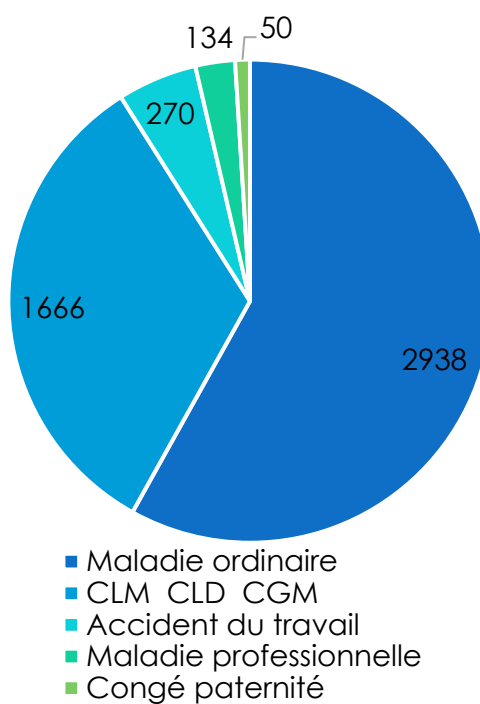
Conformément aux caractéristiques de la fonction publique territoriale, la collectivité demeure particulièrement vigilante en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Temps de travail : La majorité des agents (145 sur 180 au total) travaillent à **temps complet**, soit environ **80 %** du personnel. Les agents à **temps non complet** représentent environ **20 %** du total.

Temps de travail des agents



Nombre de jours d'absence par motif (total: 5058 jours)



La majorité des absences, soit près de 60 %, est liée à des maladies ordinaires, ce qui confirme que l'état de santé général des agents constitue la principale cause d'absentéisme. Les congés de longue maladie (CLM, CLD, CGM) représentent environ un tiers des absences totales. Les accidents du travail et les maladies professionnelles demeurent marginaux (moins de 8 % cumulés), traduisant des conditions de travail globalement sécurisées et un niveau de risque professionnel limité.

La commune a mis en œuvre une politique d'accompagnement spécifiques en faveur des agents concernés par des situations de longue maladie.

Durée effective du travail :

La durée légale du temps de travail de 1607 heures est respectée dans l'ensemble des services municipaux.

Le télétravail a été déployé depuis septembre dernier dès lors que tout ou partie des activités le permettrait.

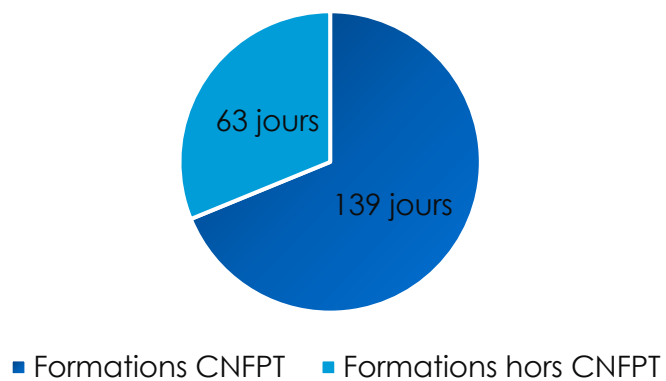
EVOLUTION PROFESSIONNELLE DES AGENTS EN 2025

Durant l'année 2025, il y a eu 39 avancements d'échelons, 15 avancements de grade et promotion interne.

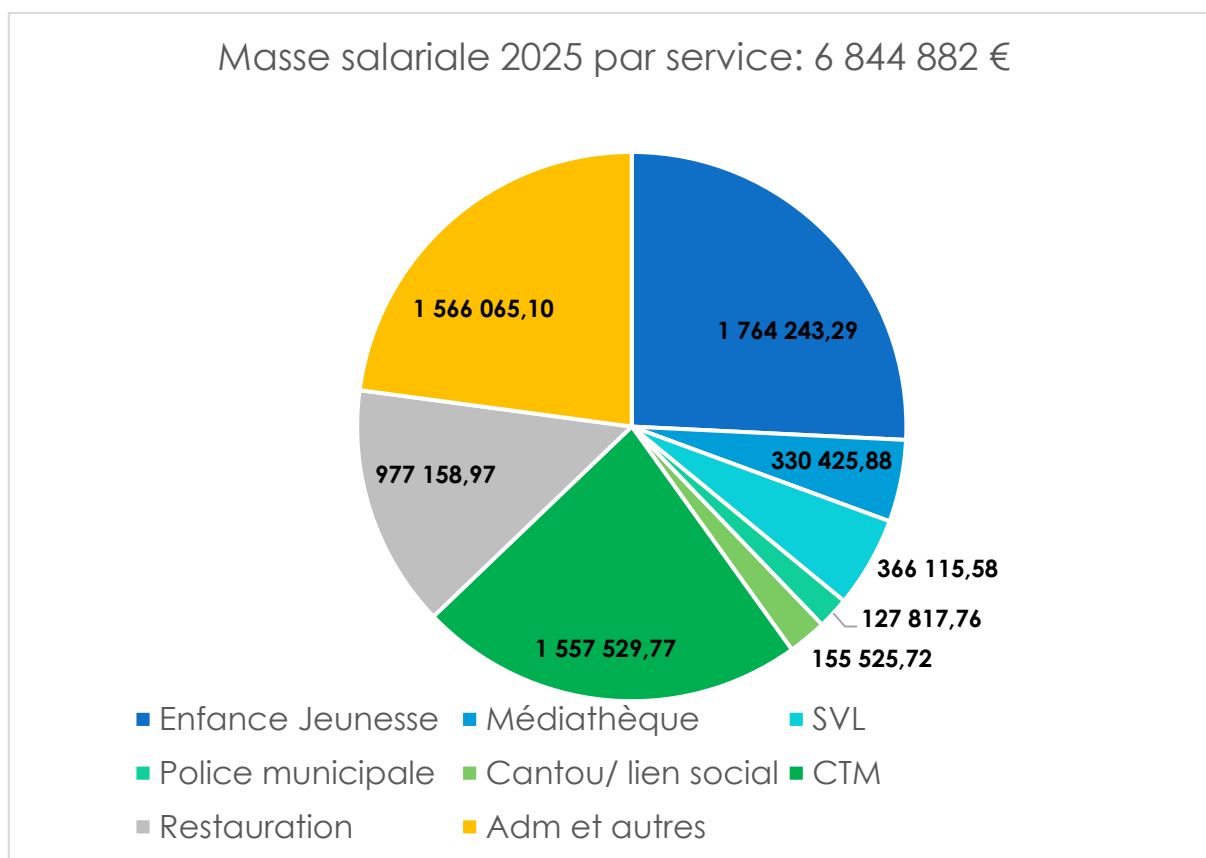
202 journées de formation ont été suivies dont 139 journées avec le CNFPT.

- Le pilotage de projet adapté à l'évènementiel, cette formation a été suivie par 16 agents
- Réactualisation de la formation Hygiène alimentaire HACCP, cette formation a été suivie par 19 agents
- Manipulation des extincteurs organisée en intra deux sessions /cette formation a été suivie par 45 agents en 2024 et 2025

Répartition des formations



En 2025 le montant de la masse salariale s'élève à : 6 844 882 € 2025 et réparti :



La masse salariale 2025 est principalement concentrée sur les services à forte intensité, notamment l'Enfance-Jeunesse, le Centre Technique Municipal, la restauration et les fonctions administratives, qui représentent à eux seuls près de 72 % du total.

Principaux facteurs d'évolution constatés en 2025

- Un impact significatif des mesures réglementaires

L'exercice 2025 a été marqué par la poursuite de la montée en charge de mesures nationales impactant directement les dépenses de personnel, au premier rang desquelles figure :

- L'augmentation de 3 points de la contribution employeur à la CNRACL, représentant un surcoût de 93 147 € ;

- La hausse de la contribution URSSAF applicable aux fonctionnaires, pour un montant d'environ 22 000 €.

Parallèlement, la collectivité a continué à ajuster ses moyens humains et ses effectifs en fonction des besoins, afin d'assurer la continuité et la qualité du service public, notamment par :

- Le renforcement ciblé de plusieurs services prioritaires (enfance, police municipale, informatique, centre technique municipal, lien social)
- Le développement des recrutements d'apprentis,
- La titularisation d'agents et l'intégration en CDI, contribuant à la sécurisation des parcours professionnels.
- Le recours plus fréquent au remplacement des agents absents pour raisons de santé, générant des coûts supplémentaires ;
- L'augmentation du contrat d'assurance statutaire,

Les dépenses de personnel 2025 se décompose comme suit :

| ELEMENTS d'analyse (en brut) | 2025 |
|--|------------------|
| Traitement de base | 3 649 617 |
| NBI | 21 568 |
| Supplément familial | 24 870 |
| RIFSEEP, primes, indemn. | 714 847 |
| Dont RIFSEEP | 632 929 |
| Dont primes & indemnités | 81 918 |
| Brut salarial | 4 410 902 |
| Charges employeur | 1 922 186 |
| Dont cotisations employeur | 1 905 883 |
| Dont participations employeur | 16 303 |
| Dont participation employeur mutuelle santé | 65 |
| Dont participation employeur mutuelle prévoyance | 16 238 |
| Brut employeur agents ville | 6 333 088 |
| Brut employeur (mise à dispo Grand Périgueuxç, CDG, etc) | 511794 |
| Total | 6 844 882 |

Tableau des effectifs 2025-2026

| DIRECTION | Effectifs 2025 | Effectifs prévisionnels 2026 |
|--------------------------------------|----------------|------------------------------|
| Direction générale | 7 | 7 |
| DGA TECHNIQUE et AMENAGEMENT | | |
| Centre technique municipal | 40 | 42 |
| Services techniques | 6 | 6 |
| DGA VIE LOCALE ET CITOYENNE | | |
| Médiathèque | 9 | 9 |
| Communication | 3 | 3 |
| Police municipale | 3 | 4 |
| Enfance/jeunesse | 54 | 53.5 |
| SVL | 10 | 11 |
| Transport | 2 | 2 |
| DGA POLE MOYENS ET RESSOURCES | | |
| Restauration/ Cantou | 29 | 31 |
| Maison France Services | 3 | 3 |
| Administration générale | 6 | 6 |
| Ressources humaines | 2 | 3 |
| Finances | 2 | 2 |
| Lien social/ CCAS | 2 | 2.5 |
| Informatique | 2 | 2 |
| TOTAL | 180 | 187 |

ES BUDGETS ANNEXES : LES REALISATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT 2024-2025 ET PROSPECTIVE 2026

Budget annexe des Affaires Economiques

Ce budget se compose principalement :

des recettes issues des loyers commerciaux (bâtiments France Télécom, Barnabé, Maison d'accueil de jour, Pôle santé, etc.), pour un montant de 518 116 € ;

des dépenses récurrentes nécessaires au fonctionnement des locaux, à hauteur de 81 964 € ;

des intérêts de la dette, qui s'élèvent à 30 043 €.

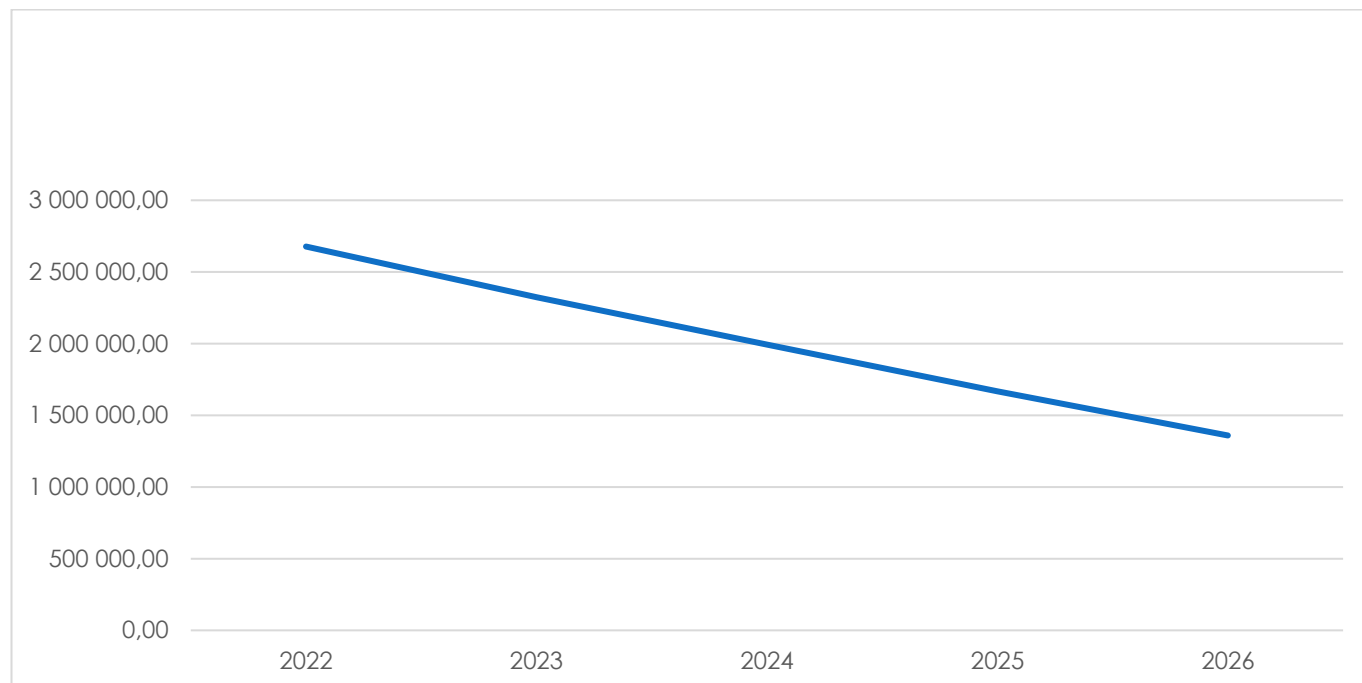
| DEPENSES | CFU 2024 | CFU 2025 | OB 2026 BP |
|---------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Total du fonctionnement | 1 184 163,77 | 491 387,10 | 830 000,00 |
| Total de l'investissement | 624 501,69 | 361 198,11 | 1 075 000,00 |
| Total des dépenses | 1 808 665,46 | 852 585,21 | 1 905 000,00 |

| RECETTES | CFU 2024 | CFU 2025 | OB 2026 BP |
|---------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Total du fonctionnement | 1 203 002,99 | 678 505,35 | 830 000,00 |
| Total de l'investissement | 1 092 370,64 | 552 179,33 | 1 075 000,00 |
| Total des recettes | 2 295 373,63 | 1 230 684,68 | 1 905 000,00 |

L'exercice 2026 sera marqué par :

la finalisation de la Maison d'accueil spécialisée d'Atur (jeux), le commerce Lucien Dutard (travaux chauffage et d'électricité), ainsi que par le lancement d'un projet structurant : la création de travaux d'accessibilité du pôle santé à Atur et la réhabilitation de l'ancienne école Jules Ferry en Maison d'Assistantes Maternelles : Projet de reconversion d'un bâtiment scolaire existant en équipement d'accueil petite enfance, adapté aux besoins des familles et favorisant l'accès aux services de proximité.

La dette des affaires Economiques



BUDGET ANNEXE DU CENTRE D'HEBERGEMENT

Ce budget se compose principalement :

- des recettes issues des loyers, pour un montant de 29 816 € ;
- des dépenses récurrentes nécessaires au fonctionnement des locaux, à hauteur de 25 162 €.

| DEPENSES | CFU 2024 | CFU 2025 | OB 2026 BP |
|---------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Total du fonctionnement | 33 957,64 | 25 279,12 | 43 000,00 |
| Total de l'investissement | 1 502,95 | 0,00 | 16 000,00 |
| Total des dépenses | 35 460,59 | 25 279,12 | 59 000,00 |

| RECETTES | CFU 2024 | CFU 2025 | OB 2026 BP |
|---------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Total du fonctionnement | 48 361,38 | 44 254,52 | 43 000,00 |
| Total de l'investissement | 3 219,66 | 3 343,65 | 16 000,00 |
| Total des recettes | 51 581,04 | 47 598,17 | 59 000,00 |

Le centre d'hébergement fonctionne grâce aux loyers perçus et vit au rythme de ses recettes. Les dépenses sont couvertes, mais l'excédent reste faible. Le centre est ainsi autonome financièrement et ne nécessite pas de soutien budgétaire de la commune.

BUDGET ANNEXE DU PALIO

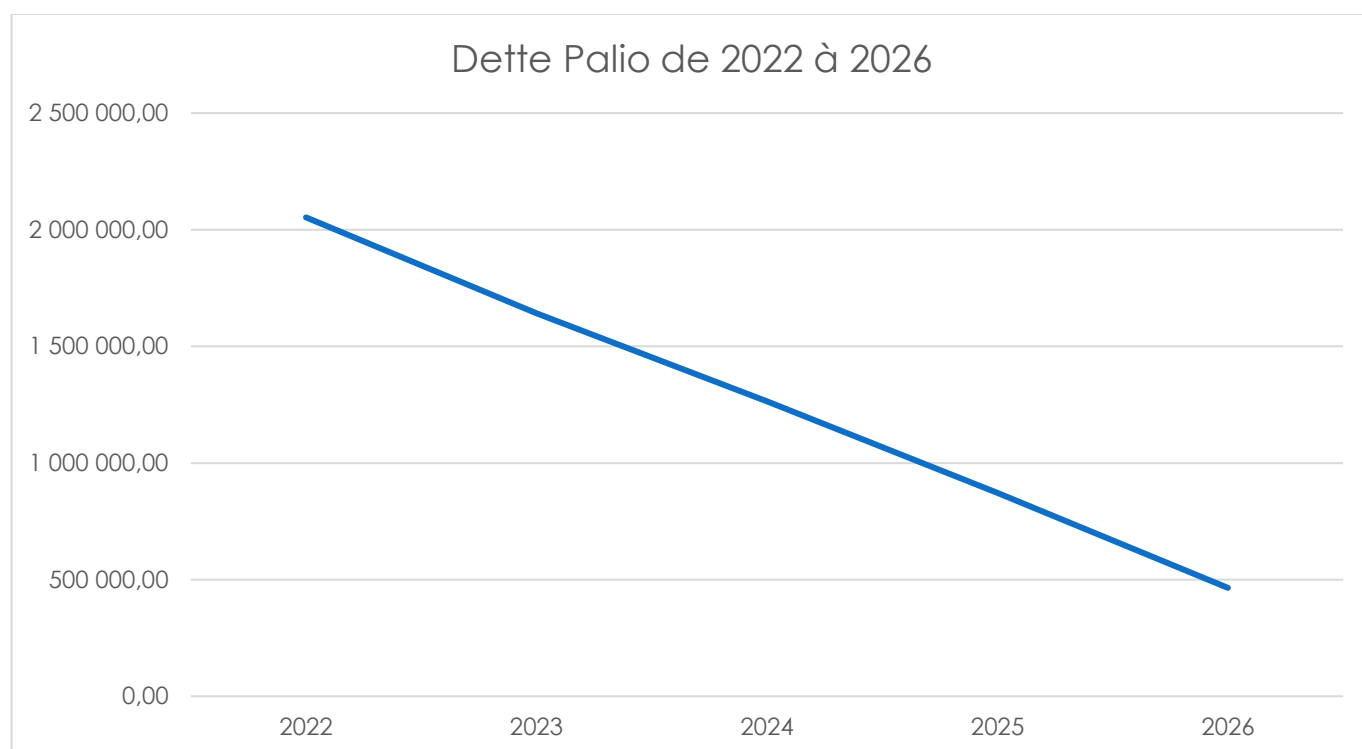
En 2025 les travaux portent sur l'amélioration énergétique pour un montant de 68 208 € et les intérêts de la dette s'élèvent à 50 667 €.

| DEPENSES | CFU 2024 | CFU 2025 | OB 2026 BP |
|---------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Total du fonctionnement | 164 659,92 | 43 858,25 | 532 900,00 |
| Total de l'investissement | 917 489,68 | 876 494,70 | 924 000,00 |
| Total des dépenses | 1 082 149,60 | 920 352,95 | 1 456 900,00 |

| RECETTES | CFU 2024 | CFU 2025 | OB 2026 BP |
|---------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Total du fonctionnement | 604 367,15 | 506 308,41 | 532 900,00 |
| Total de l'investissement | 506 728,09 | 458 416,36 | 924 000,00 |
| Total des recettes | 1 111 095,24 | 964 724,77 | 1 456 900,00 |

En 2026 il est prévu la continuité des travaux de chauffage.

EXTINCTION DE LA DETTE DU PALIO 2022-2026



BUDGETS ANNEXES DES LOTISSEMENTS

L'ensemble de nos budgets annexes des lotissements repose sur une gestion des stocks.

Pour rappel sur la période 2020-2025, la commune a conduit plusieurs opérations de lotissement de tailles et de maturités très différentes.

La majorité des opérations est aujourd'hui soldée ou proche de l'achèvement.

Le Suchet 3 :

| DEPENSES | CFU 2024 | CFU 2025 | OB 2026 |
|---------------------------|------------|------------|------------|
| Total du fonctionnement | 273 177,88 | 286 850,69 | 196 900,11 |
| Total de l'investissement | 405 447,91 | 259 110,13 | 105 455,56 |
| Total des dépenses | 678 625,79 | 545 960,82 | 302 355,67 |

| RECETTES | CFU 2024 | CFU 2025 | OB 2026 |
|---------------------------|------------|------------|------------|
| Total du fonctionnement | 598 926,18 | 423 748,30 | 196 900,11 |
| Total de l'investissement | 146 337,78 | 153 654,57 | 105 455,56 |
| Total des recettes | 745 263,96 | 577 402,87 | 302 355,67 |

Pour 2026, il reste deux lots à encaisser, ce qui permet de prévoir une clôture.

La Fourtie : Ce lotissement a été clôturé en 2025

| DEPENSES | CFU 2024 | CFU 2025 |
|---------------------------|------------|-----------|
| Total du fonctionnement | 146 937,25 | 60 866,47 |
| Total de l'investissement | 159 132,71 | 34 066,17 |
| Total des dépenses | 306 069,96 | 94 932,64 |

| RECETTES | CFU 2024 | CFU 2025 |
|---------------------------|------------|-----------|
| Total du fonctionnement | 120 139,20 | 60 866,47 |
| Total de l'investissement | 125 066,54 | 34 066,17 |
| Total des recettes | 245 205,74 | 94 932,64 |